

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/LIC/Q/DMA/1

20 juin 2001

(01-3067)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

NOTIFICATION DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION PRÉSENTÉE PAR LA DOMINIQUE

Questions posées par les ÉTATS-UNIS à la DOMINIQUE¹

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 10 mai 2001.

Dans le document G/LIC/N/1/DMA/1 du 23 février 2001, la Dominique a notifié sa Loi sur le contrôle des approvisionnements établissant la liste des produits soumis à des licences d'importation et d'exportation automatiques et non automatiques et des lignes directrices à l'intention des importateurs indiquant comment obtenir des licences et permis d'importation. Il s'agit de la première notification de la Dominique au Comité des licences d'importation.

- Nous remercions la Dominique pour cette notification et pour la réponse au questionnaire sur les procédures de licences d'importation qu'elle a présentée sous la cote G/LIC/N/3/DMA/1.
- Nous souhaiterions des précisions sur la finalité de ces prescriptions; par exemple dans quel but des licences automatiques sont-elles exigées pour les produits dont la liste figure dans la Loi sur le contrôle des approvisionnements?
- Dans quel but des licences non automatiques sont-elles exigées pour l'importation de pommes de terre, de bougies, de boissons gazéifiées et de sandales en plastique? Quels sont les critères appliqués à l'octroi de ces licences? Y a-t-il des contingents? Dans l'affirmative, comment les importateurs et les autres parties intéressées en sont-ils informés?
- La Dominique réglemente-t-elle l'importation des produits susceptibles d'avoir des répercussions sur la santé et la sécurité, comme par exemple les explosifs, les armes ou les stupéfiants? Ces produits sont-ils assujettis à un système d'autorisations préalables d'importation? Dans l'affirmative, nous suggérons que la Dominique adresse au Comité une notification à ce sujet.

¹ Voir le paragraphe 1.4 du document G/LIC/M/13, daté du 14 juin 2001.